

Conférence prononcée à la Monaco Méditerranée Foundation

le lundi 22 janvier 2018

« Les lames de fond se rapprochent »

Introduction

L'idée directrice de l'essai que j'ai publié en 2017 : « Les lames de fond se rapprochent » est la suivante :

Un certain nombre d'évolutions structurelles ont déjà atteint un point de « non-retour ». Elles sont là. Et elles commencent à bouleverser nos certitudes, nos habitudes, nos modes de vie. Nombre d'équilibres institutionnels - que nous avons tendance à croire immuables – sont en train de craquer du fait de l'avancée des « lames de fond ».

Ces mutations sont à l'œuvre depuis plusieurs décennies, et leur déroulement à venir s'inscrit dans une perspective de 10 à 30 ans, ce qui est extrêmement court pour l'évolution d'une société.

Ces changements structurels sont connus. Mais on avait tendance à les considérer comme des phénomènes de très long terme.

La tentation était, en effet, pour les politiques, de renvoyer leur traitement à « plus tard ». C'était un peu l'attitude du Roi Louis XV : « Après moi le déluge ! ».

Mais cette réaction temporisatrice n'est plus possible : Les lames de fond sont présentes et les bouleversements qu'elles provoquent ne peuvent plus être masqués et « renvoyés à plus tard ».

Ces évolutions sont souvent liées. De ce fait, on ne pourra y faire face qu'en comprenant la cohérence du tableau d'ensemble.

*
* *

Essayons d'analyser brièvement ces phénomènes dans un esprit de lucidité et de pragmatisme en nous efforçant de les traiter afin d'en limiter les effets négatifs sur nos sociétés.

*
* *

Je distinguerai successivement :

- 1- Le vieillissement démographique
- 2- les inégalités croissantes encouragées par la mondialisation
- 3- Le ralentissement de la croissance
- 4- Le défi de l'environnement
- 5- La tentation de l'endettement indéfini et les dangers de la financiarisation

Après avoir brièvement décrit ces évolutions, je tenterai d'esquisser des voies possibles de solutions.

*
* *

I – Les lames de fond

1. Le vieillissement démographique

a) Le phénomène

Nos sociétés sont entrées depuis plusieurs décennies dans la « transition démographique » :

- Baisse du taux de fécondité
 - Baisse du taux de mortalité
- hausse de l'espérance de vie et vieillissement

Ce phénomène est de portée générale (sauf pour l'Afrique) et touche pays industrialisés et émergents. Il est particulièrement accusé en Europe où l'espérance de vie est passée

de : 65 ans en 1950

à 75 ans en 2010

et est prévue à 80 ans en 2050

b) Les effets sur les régimes de retraites

En Europe	1952	5 actifs pour 1 retraité
	2000	3 actifs pour 1 retraité
	2015	1,8 actifs pour 1 retraité
	2050	1,3 actifs pour 1 retraité (estimation)

Ainsi, si on voulait assurer aux retraités 50% de leur revenu brut d'activité dans un système de répartition, les cotisations pourraient être de 12,5% des revenus par actif s'il y a 4 actifs par retraité.

Mais s'il y a 2 actifs / retraité, il faudrait monter les cotisations à 25% du revenu des actifs ce qui est impossible.

*
* *

2. Les inégalités croissantes dues à la mondialisation

a) Avec la mondialisation, les inégalités entre les nations ont décru du fait de :

← L'expansion des échanges

La diffusion des progrès techniques

La mobilité du capital et de la main-d'œuvre

La population vivant avec < 1\$ par jour a chuté de 400 M de personnes entre 1980 et aujourd'hui.

b) Mais les inégalités internes ont augmenté

US : la part du 1% des plus riches	1982 : 8,4% du total des revenus
	2005 : 18,3% (x2)

Six pays significatifs (Chine, Inde, quelques pays de l'Union Européenne et Japon)

La part du % des plus riches passe de :

5,6% en 1982

à 7,9% (x 50%) en 2005

Les facteurs : baisse des salaires dans la valeur ajoutée

Hausse de la part des revenus financiers

Les pays émergents profitent de la mondialisation en promouvant l'économie « tradable » (exportations) au détriment de l'économie « non-tradable » (économies rurales à faible production).

c) La part des classes moyennes des pays occidentaux se réduit depuis 1980

Entre 1980 et 2010 Royaume-Uni de 40 à 33%

US de 32 à 27%

Suède : stabilité

Les conséquences politiques de ces évolutions apparaissent dans :

- Le rejet de la mondialisation
- Et la montée des populismes

*

* *

3. Le ralentissement de la croissance

1800 à 1900 : La 1^{ère} révolution industrielle s'est accompagnée du doublement des revenus par tête

1930 à 1957 : Le doublement a été répété mais en 30 ans seulement

1957 à 1988 : On assiste au même doublement (en 30 ans)

Nous nous sommes donc habitués à ces taux de croissance extraordinaires.

Mais, depuis quelques années, surtout après la crise de 2007-2008, on constate des taux de croissance beaucoup plus modérés (de 1 à 2% l'an).

La thèse de l'économiste américain Robert Gordon souligne les facteurs suivants pour expliquer cette modération de la croissance :

- Démographie : diminution de la fertilité
- → Vieillesse accélérée

Les tendances ne sont pas propices à l'investissement et à la croissance

- Les hausses du taux d'activité féminine finissent par se tasser (de même que la hausse des taux de scolarisation)
- Le passage des « defined benefits » aux « defined contributions » pour remédier aux déficits des systèmes de retraite (accrus par les taux d'intérêt à 0%). Ce phénomène incite les futurs retraités à épargner davantage (effets négatifs sur la consommation)
- Baisse des gains de productivité :
 - de 2% l'an entre 1920-1970
 - à 1% l'an entre 1994 et 2004
 - à 0,4% l'an entre 2004 et 2014

*
* *

4. Le défi de l'environnement

On reconnaît en général que l'activité humaine (production industrielle, combustion des énergies fossiles, modernisation des transports, déforestation...) contribue à la croissance des émissions de gaz à effets de serre.

CO2 et méthane : un effet de réchauffement climatique reconnu

↗ température

Niveau de la mer + 14cm au XXème siècle

Si on maintenait globalement la concentration des gaz à effets de serre au niveau de l'année 2000, le réchauffement pourrait être contenu à + 0,6°C à la fin du XXIème siècle (mais d'autres scénarios sont beaucoup plus alarmants : hausse de 1,8°C à 4°C).

La COP 21 de Décembre 2015 a confirmé un accord international sur l'objectif de contenir le réchauffement à 2°C.

Mais cela suppose des efforts très significatifs :

- Le monde devra réduire les émissions de CO2 de 6,5% par an jusqu'en 2100
- Les investissements en énergies renouvelables devront être considérables
- Et il faudra convaincre les pays émergents de participer à l'effort collectif alors que les pays avancés avaient été autrefois les grands responsables de l'émission de CO2

Mais les choses ont changé à partir des années 90 :

→ la Chine émet 9,9 Milliards de tonnes

Les US 5,2

L'UE 3,5

- Mais, calculé par tête, il en est différemment :

US 17 tonnes par américain/an

Chine 6,6 tonnes

Europe 10 tonnes

Inde 2 tonnes

*
* *

5. La tentation de l'endettement infini et la financiarisation du système

Depuis le début des années 80 le monde ne cesse de s'endetter tant dans le secteur public que privé.

La dette globale est passée de :

87.000 Milliards en 2000

à 152.000 Milliards en 2015 (= 225% du PIB mondial)

Nombre d'Etats connaissent aujourd'hui un endettement proche ou > à 100% de leur PIB.

Or on a montré qu'au-delà de 60 à 80% l'endettement public contribue à retarder la croissance économique.

Cette explosion de l'endettement – public et privé – a été favorisée par une politique monétaire systématiquement accommodante, depuis les années 80 (la disparition en 1973 d'un système monétaire international y a beaucoup contribué).

Le passage à cette économie d'endettement n'est pas sans risque.

- La croissance du crédit, après un moment de stimulation, finit par engendrer des crises de surendettement, puis la réduction des bilans et du crédit (deleveraging).
- Le « levier » des banques (rapport des crédits aux fonds propres) avait atteint avant la crise des taux de 50 à 100 (alors que le chiffre de 10 est plus normal)
- Les bas taux d'intérêt perpétuent le mouvement de hausse du crédit et de la valeur des actifs

En bref, la politique monétaire a favorisé :

- L'excès d'endettement
- Et la crise financière qui se produit inévitablement dans un contexte d'endettement excessif.

*
* *

II – Que faire ?

Il n'est pas question ici de détailler tout le bouquet d'actions qui seraient nécessaires pour limiter les conséquences négatives de ces lames de fond.

Je me bornerai à vous renvoyer à mon livre et à donner quelques exemples parmi les plus urgents pour la France notamment.

1. Vieillesse des populations

- Une politique nataliste là où le taux de fécondité est nettement inférieur à 2 enfants par femme (Allemagne 1,4 - Espagne 1,4 ...)
- Une politique favorable à l'immigration sélective dans les pays à faible fécondité et où le taux de chômage est faible (Allemagne en particulier)
- Une politique des retraites qui tienne compte de la démographie

En France, on a réduit l'âge légal du départ en retraite en 1982 (de 65 à 60 ans) malgré les évolutions démographiques connues.

Or le vieillissement de la population et la réduction du nombre d'actifs par retraité impose, au contraire, d'allonger cet âge à 65 ans au moins comme le font tous nos voisins européens.

Un système de retraites déséquilibré comme il l'est aujourd'hui en France ne peut se stabiliser que si :

- Le taux de couverture est réduit (ce qui n'est pas socialement acceptable)
- Les cotisations sont augmentées (mais ces cotisations sont déjà trop élevées)
- L'âge de départ est allongé

Quand l'espérance de vie s'accroît considérablement (en 2015 une femme ou un homme de 60 ans peuvent espérer vivre 27 ou 23 ans respectivement).

→ il est normal de partager un peu entre travail et retraite l'allongement de la durée de vie.

2. L'endettement public

France : 100% du PIB

Avec des déficits de plus de 3% par an

Les effets sont graves au niveau des prélèvements obligatoires.

Du fait de notre niveau élevé de la dépense publique (57% du PIB contre 49% de moyenne européenne) les prélèvements obligatoires sont en effet plus élevés en France que chez nos voisins.

En particulier la part des employeurs dans le financement des cotisations sociales est en France la plus élevée de la zone euro : 11,5% contre 6,8 en Allemagne.

→ cela mine la compétitivité des entreprises françaises

→ perte du tissu industriel

→ dépendance aux importations (aggravation constante de notre déficit commercial)

3. Les mesures structurelles

L'éducation est une priorité absolue : 20% des classes sortant de leur scolarisation sont inadaptées à la vie sociale et professionnelle

La formation professionnelle est insuffisante :

430 000 apprentis en France contre 1.400.000 en Allemagne

La taxation du capital et des fonds propres pénalise les entreprises françaises :

France 47% contre Allemagne 23%

*

* *

Conclusion :

De la clarté

Du leadership

De la constance dans l'action

Jacques de Larosière